

Envoyé en préfecture le 30/07/2020
Reçu en préfecture le 30/07/2020
Affiché le 
ID : 019-211911300-20200703-A202004-AR

Commune de LIGINIAC

N°

ARRETE

de délégation de fonction et de signature aux adjoints

Le Maire de la Commune de LIGINIAC

- Vu** la loi n°92-108 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux,
- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-18,
- Vu** le procès-verbal de l'élection et de l'installation du Maire et des Adjoints en date du 3 juillet 2020,
- Vu** la délibération du conseil municipal en date du 3 juillet 2020 déterminant le nombre d'adjoints,
- Vu** le tableau du conseil municipal suite à l'élection du 28 juin 2020,

Considérant que pour la bonne marche des affaires communale et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire de procéder à une délégation de fonction et de signature du Maire au bénéfice du 4^{ème} Adjoint,

ARRETE :

Article 1^{er} :

A compter du 3 juillet 2020, Mr Jérôme SIRIEIX, 4^{ème} Adjoint, est délégué pour intervenir dans les domaines concernant le sport, les loisirs et les associations et, à ce titre, il signera toutes pièces et justificatifs.

Article 2 :

Lorsque la délégation entraîne une signature, la signature de l'adjoint sera précédée de la mention « **par délégation du Maire** ».

Article 3 :

La présente délégation étant consentie par le Maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, le délégataire rendra compte au Maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

Article 4 :

La Secrétaire de mairie est chargée de l'application du présent arrêté qui sera publié et notifié à l'Intéressé et dont la copie du présent arrêté sera adressée à :

- ➔ Mr le Sous-Préfet d'Ussel,
- ➔ Mr le Trésorier de Neuvic.

Fait en Mairie de LIGINIAC, le 3 juillet 2020.
Le Maire, Frédéric BIVERT.

Notifié le ... **1.0. JUL. 2020** ...
Signature de l'Adjoint,
Jérôme SIRIEIX.



Le Maire :

- > Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- > Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de 2 mois à compter de la présente notification.